"La double vocation européenne" dans Synthèses (avril 1957)

Légende: En avril 1957, commentant la signature, le 25 mars à Rome, des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), Maurice Lambilliotte, ancien conseiller économique du Premier ministre belge Paul-Henri Spaak, insiste sur la vocation continentale et africaine de l'Europe unie.

Source: Synthèses. Avril 1957. Bruxelles. "La double vocation européenne", auteur:Lambilliotte, Maurice , p. 137-144.

Copyright: (c) Synthèses

URL:
http://www.cvce.eu/obj/la_double_vocation_europeenne_dans_syntheses_avril_1957-fr-5431eed6-f6be-43dd-bbe7-4c7e071116ba.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

La double vocation européenne

par Maurice LAMBILLIOTTE

Faut-il voir dans la signature à Rome, il y a quelques semaines, des traités du Marché commun et de l'Euratom, un des événements majeurs de l'histoire contemporaine, ou comme le déclare M. P.H. Spaak, à qui revient au moins le mérite de la persévérance, une des grandes révolutions de notre époque ?

Personnellement, nous n'en sommes nullement convaincus. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'il, y a eu déjà plus d'une « naissance » de cette Europe de l'Ouest, chaque fois saluée d'ailleurs comme un événement de première grandeur : (pour ne rappeler que les principales : l'OECE, la CECA, et le Conseil de l'Europe). Or, peut-on en stricte honnêteté conférer le titre d'Europe sans autre qualification, à un espace qui n'englobe pas, à loin près, ce que la géographie et l'histoire nous ont appris à considérer comme tel ? Peut-on surtout, et c'est à notre sens plus important encore, attendre de ces deux traités, même s'ils sont prochainement ratifiés par les Parlements tout ce que leurs thuriféraires nous annoncent ?

Les « matériaux » du Marché commun

Quand on considère les constantes nationales et le nationalisme difficilement réductible des six pays signataires, on ne peut se défendre d'un certain scepticisme quant aux chances d'une intégration rapide d'éléments, aussi farouchement autonomes, en un Marché commun qui rassemblerait les quelque 160 millions de consommateurs dont on a si souvent avancé le chiffre, impressionnant il est vrai.

En supposant même que les résistances à l'association progressive de ces nations aient reçu un coup sérieux après les événements de Suez et la brusque et cuisante révélation de la précarité de nos sources d'approvisionnement d'outre-mer, l'état de santé économique, financier, social et politique de chacun des six pays est loin d'être uniforme.

Dans l'immédiat, c'est la France qui se trouve évidemment dans la situation la plus difficile, encore qu'elle ait accompli depuis la fin de la dernière guerre mondiale une œuvre considérable en différents domaines : l'équipement de ses sources d'énergie, la modernisation de son industrie automobile, ses recherches dans le domaine nucléaire, l'étude d'un plan de décentralisation, de réveil et de promotion économique de quelques régions en voie de déclin, la prospection du pétrole et de sources importantes de gaz dans le Sud-Ouest et depuis peu au Sahara. Le peuple français reste sain. Ses qualités d'adaptation, la valeur de ses cadres scientifiques, celle de ses écrivains, de ses artistes, lui permettent aisément d'affronter l'avenir avec confiance.

Sur le plan politique, le tableau qu'offre la France est malheureusement moins réjouissant. Après la perte de l'Indochine, après l'éviction progressive de l'influence française en Moyen-Orient, après la proclamation de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie, la France se trouve encore plus cruellement aux prises avec le problème algérien. Elle s'acharne en vain à vouloir y sauver un statut périmé, et s'épuise financièrement et moralement à cette tâche. Ainsi n'est-il pas étonnant qu'un tel partenaire apparaisse aux autres, un compagnon de route difficile et souvent irritant.

La situation de l'Italie est toute différente. Depuis la dernière guerre, ce pays multiplie les signes de vitalité et même en certains domaines, de renaissance. Ses difficultés économiques et financières demeurent considérables, mais l'Italie constitue un réservoir de main-d'œuvre d'autant plus précieux que celle-ci s'acclimate aisément partout. Et, contrairement à la France, l'Italie n'a plus de charges coloniales.

La Hollande, qui elle aussi a perdu son empire colonial, a accompli un extraordinaire effort de redressement qui se poursuit et s'amplifie.

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ont également tiré parti des hautes conjonctures qui se sont succédées presque sans interruption depuis la fin de la dernière guerre. La prospérité de leur économie, basée, en ordre principal sur la sidérurgie, leur a permis de moderniser leur outillage dans le sens d'une

productivité de plus en plus poussée, tout en améliorant, comme les autres pays de l'Ouest d'ailleurs, les bases de répartition de leur revenu national.

Le partenaire le plus dynamique et déjà le plus puissant de cette Europe à six est incontestablement l'Allemagne. Son redressement a dépassé tout ce que l'on pouvait prévoir. Sa stabilité politique et aussi l'absence de soucis coloniaux n'ont pas été sans influencer sérieusement ce redressement. Les besoins croissants du marché mondial en biens d'équipement, n'ont cessé d'assurer à l'industrie allemande et à ses cadres techniques de nouveaux et puissants marchés. Industriels et techniciens allemands sont accueillis, avec d'autant plus de faveur au Moyen-Orient et dans de nombreux pays d'Asie, qu'ils n'y figurent pas en posture d'accusés colonialistes ou impérialistes.

Si, par anticipation, l'on étend le Marché commun aux limites d'une zone plus vaste de libre échange, on peut dans une certaine mesure, qu'il serait difficile de préciser déjà il est vrai, compter la Grande-Bretagne au nombre des participants de l'Europe. La situation de la Grande-Bretagne s'est également sérieusement dégradée depuis la fin de la dernière guerre. De l'Empire au Commonwealth, le mouvement est celui d'une chute rapide. L'échec de Suez a consommé la fin de l'époque victorienne. Il convient toutefois de reconnaître que sur le plan technique, la Grande-Bretagne a fourni un effort énorme, tant en matière d'équipement industriel que dans l'ordre de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Ces quelques remarques rapides montrent à quel point les éléments nationaux appelés à s'intégrer dans un marché commun, ont chacun leurs propres problèmes, pour certains, angoissants. Et combien sont différents, voire divergents, les régimes économiques et douaniers de ces six pays. Si l'on considère enfin qu'ils sont pour la plupart essentiellement transformateurs et orientés vers l'exportation d'outre-mer, on comprend mieux les difficultés que doit rencontrer tout essai d'intégration. Les résistances à l'organisation du Marché commun seront, en effet, d'autant plus considérables, que la conjoncture économique mondiale est plus favorable et que dès lors, le marché commun n'apparaît comme une nécessité vitale pour aucun des partenaires. Ajoutons enfin que le relèvement des tarifs douaniers des six pays à l'égard des pays tiers, risque de modifier les chances d'expansion économique extérieure et pourrait même incliner, si l'on n'y prenait garde, à un mouvement autarcique qui serait dangereux pour l'avenir même du vieux monde. Toutes ces raisons font donc penser que c'est dans une autre voie que l'Europe — une Europe plus conforme à la géographie et à l'histoire — devrait rechercher ses chances : celles de sa mission et celles aussi de son salut.

Affirmer que le Marché commun sera capable d'inverser les courants économiques traditionnels si vivaces de chacun des six pays, serait nier le sens historique même de l'expansion économique du mondé. Ce serait faire trop bon marché en tout cas de la conjoncture mondiale dominée désormais par les besoins d'équipement des pays sous-développés.

Il est toutefois possible que le traité sur le Marché commun exerce un rôle d'orientation; qu'il entraîne notamment de nouvelles méthodes d'investissement, voire des répartitions plus rationnelles des industries au sein de la nouvelle Communauté.

Il est assez probable aussi que la solidarité économique des nations occidentales, se manifestera de plus en plus nettement en ce qui concerne leur approvisionnement général en matières premières. De ce point de vue, la crise de Suez a certainement fait réfléchir les pays qui n'avaient pas encore suffisamment réalisé la nature des profonds changements survenus dans le monde après la deuxième guerre mondiale.

L'Europe et la communauté atlantique

La politique de l'Otan n'est-elle pas un obstacle plus redoutable encore que tous ceux que nous venons de citer à l'édification d'une Europe capable d'exercer encore une grande mission ? Nous comprenons certes les raisons qui, à certains moments, ont amené les peuples de l'Ouest à s'associer pour leur défense commune et ont même à cette fin fait appel au concours des EU, leur allié au cours des deux guerres mondiales. Dans l'état actuel du monde et dans l'état d'équilibre de ses forcés respectives, la communauté atlantique a-t-elle gardé son caractère et ses justifications ?

Au sein même de la communauté atlantique, nos alliés américains n'ont assurément pas toujours pratiqué la politique d'association que l'on eût été en droit d'attendre d'eux. Que ce soit en Extrême-Orient, et plus récemment au Moyen-Orient, les États-Unis n'ont cessé de jouer leur propre carte. Jamais ils n'ont accepté de véritable politique internationale commune, ni même sérieusement concertée avec leurs alliés, européens. Les événements de l'automne dernier ont renforcé cette tendance. Au sein de l'Otan, l'influence américaine est d'autant plus déterminante que la stratégie se transforme rapidement et ne laisse en réalité à l'Europe occidentale qu'un rôle de partenaire de seconde zone, de plus en plus subordonné aux vues et aux décisions du Pentagone.

Le moment n'est peut-être pas tellement éloigné où les États-Unis nous dicteront notre politique, non seulement à l'égard du Moyen-Orient, mais à l'égard des pays de l'Est et à peu près certainement aussi à l'égard de l'Afrique. Ils croient nous tenir dès à présent à leur merci, non seulement par une subordination croissante dans la défense occidentale, mais à peu près certainement aussi à l'avenir, par des restrictions qui pourraient découler de la priorité de leurs intérêts, en particulier pour ce qui concerne les matières premières.

Il y a là, à notre sens, un danger qu'il faut avoir le courage de dénoncer. Ou bien l'Europe acceptera de n'être plus qu'un simple satellite dés États-Unis au sein d'une communauté Atlantique déséquilibrée, ou bien elle reprendra peu à peu conscience du rôle qu'elle peut encore jouer dans le monde qui s'édifie sous nos yeux.

Si l'Europe veut exercer sa mission historique, si elle veut sauvegarder et même développer le rayonnement de sa fonction intellectuelle et spirituelle, il faut que ceux qui parlent en son nom, commencent par s'interroger et par dégager le sens de cette haute fonction.

Pour nous, l'Europe devrait, sans délais, se fixer une double vocation : continentale et africaine.

La coexistence pacifique

L'Europe ne peut pas plus lier son destin à celui de la politique des États-Unis quelle ne pourrait le faire à celui de l'URSS.

Après deux guerres mondiales ruineuses, nous savons que nous ne pouvons plus reconquérir par les armes en Europe et hors d'Europe, des positions qui ne correspondent plus à nos moyens, ni surtout à l'évolution générale du monde. Mais nous savons aussi que les pays ne mesurent ni leur puissance réelle, ni leur rayonnement à la seule force des armes, fussent-elles atomiques, pas plus qu'à celle de leurs moyens financiers.

La civilisation européenne ne doit plus se complaire à répéter, suivant le conseil de Paul Valéry, qu'elle se sait désormais mortelle. Elle doit certes reconnaître que ses fins propres ne sont pas la domination du monde par les armes, la colonisation, ni la finance. D'autres tâches pacifiques et constructives nous attendent en effet.

La première fonction de l'Europe doit être, à notre avis, non plus seulement l'acceptation du fait de la coexistence, non plus même l'alternative: coexistence ou troisième guerre mondiale, mais la volonté sans équivoque de donner à cette coexistence, son maximum de signification concrète et d'efficacité dans tous les domaines. Cela implique avant tout la création d'un nouvel état d'esprit. C'est à nous, Européens, qu'il appartient de travailler en toutes circonstances, sans complexes, ni servilité à l'égard d'aucun des camps en présence, à la détente entre l'Est et l'Ouest et à la meilleure compréhension entre les peuples et les individus.

Le moment nous paraît venu, de choisir délibérément cette politique et d'en imposer les conditions. Et, si de part et d'autre, on cherche à rétablir un climat de guerre froide, refusons-nous, quant à nous, à jouer ce jeu dangereux.

Si l'Europe, reprend peu à peu conscience de son rôle, si elle prend conscience, sans vain orgueil, de ce que le monde moderne est tout de même marqué de son empreinte dans l'ordre de la raison et de la science, de la

justice, de la défense des droits de l'homme, il lui sera possible de résoudre bien des problèmes épineux.

Ne pouvant plus chercher à traduire son génie par la puissance des armes, l'Europe ne devra pas craindre des solutions qui aujourd'hui encore peuvent apparaître, à beaucoup, impensables. Pour cela, la coexistence doit être plus que la détente. Elle doit devenir une politique de rapprochement, d'échanges, d'équilibre de plus en plus confiant entre les pays de l'Est et de l'Ouest, et pour commencer, entre l'Ouest du continent et l'Est de celui-ci.

Sans qu'un tel mouvement doive au surplus jamais se muer en hostilité à l'égard de nos amis américains, ni surtout consommer la rupture de nos liens traditionnels et de nos échanges avec eux. Ces rapports seraient toutefois d'autant plus féconds qu'ils ne seraient plus des rapports de subordination toujours humiliants.

Seule une telle politique serait digne de notre passé historique; seule elle nous permettrait de travailler à la paix et de retrouver dans l'exercice d'une vocation positive, une vigueur nouvelle où retremper nos forces morales et notre génie.

Telle que nous la concevons, la politique de coexistence ne serait d'ailleurs elle-même, que le prélude d'une coopération internationale que commande impérieusement d'ailleurs, l'effroyable état de misère qui grandit dans le monde.

Vocation africaine

La vocation de l'Europe serait insuffisante si elle se bornait à se fixer pour thème majeur et exclusif, la coexistence et le rapprochement entre l'Est et l'Ouest.

Entre l'Afrique et l'Europe, les liens ne sont pas seulement ceux d'une longue étape d'histoire qui dépasse celle du colonialisme. De tels liens ne peuvent être rompus sur une simple dénonciation brutale. Le continent africain est un des principaux enjeux du monde de demain. Il représente assurément un immense réservoir de matières premières, indispensables à un monde que ses déséquilibres vont contraindre à pratiquer enfin une véritable solidarité constructive. Il ne s'agit donc pas seulement pour nous, Européens, de considérer les espaces africains du seul point de vue de leurs richesses en matières premières, mais bien plus déjà comme un vaste morceau de la planète qu'il faut doter de l'équipement technique adéquat à l'exploitation de ressources indispensables à tous les peuples. Or, pour de multiples raisons, nous sommes en droit de revendiquer la priorité d'exécution de cet équipement. À une condition cependant, c'est que cette grande aventure africaine s'ouvre sur une étape nouvelle : celle d'une coopération pour nous, Européens, étroite, et d'une volonté sans équivoque d'assurer l'indépendance progressive et rapide des divers peuples, sans que ceux-ci se croient obligés pour autant de dénoncer avec haine ou hostilité leurs liens historiques avec ceux qui les auront précisément aidé à atteindre leur maturité économique et politique et à conquérir leur souveraineté.

Nous avons certes commis des erreurs en Afrique, nous y avons soulevé des inimitiés, voire des haines. Il est temps que nous réparions ces erreurs. Mais il est temps que nous refusions aussi de nous laisser abreuver d'injures par des peuples qui n'ont pas notre passé et qui né peuvent certes revendiquer ce qu'y ont accompli les pionniers européens.

Nous ne nous faisons certes aucune illusion sur l'accueil que de telles suggestions rencontreront en ce moment de la part des milieux gouvernants d'Europe occidentale. Nous savons que certains sont aveuglés et qu'ils confondent encore trop souvent grandeur et impérialisme ou parade militaire.

Nous imaginons de même les réactions qui salueront notre appel à reprendre délibérément la voie de la coexistence pacifique avec l'Est. C'est pourtant dans ces deux directions que l'Europe pourra seulement retrouver le sens de sa mission; qu'elle pourra rendre confiance à ses masses autant qu'à ses élites et surtout, qu'elle pourra offrir à sa jeunesse autre chose qu'une mauvaise conscience, autre chose que le sentiment d'une irrémédiable déchéance, autre chose que l'attente angoissée de la guerre.

À travers cette double vocation, ce qui peut s’ébaucher pour nous, c’est un nouveau climat, celui d’un printemps qui pourrait être celui de tous les peuples, sous l’impulsion pacifique d’une Europe qui oserait enfin regarder clairement l’avenir.

Ce message de confiance et de paix c’est à la jeunesse de l’Europe et du monde que nous l’adressons.